



METTRE FIN À LA CRISE HUMANITAIRE ORGANISÉE EN MÉDITERRANÉE CENTRALE

Un manifeste
de SOS MEDITERRANEE

Illustration : Théo Garnier-Greuez

Depuis dix ans, SOS MEDITERRANEE navigue en Méditerranée centrale, l'une des routes migratoires maritimes les plus mortelles au monde. Entre 2016 et fin 2025, nos équipes à bord de l'*Aquarius* et de l'*Ocean Viking* ont porté assistance à plus de 42 700 personnes au cours de 453 opérations. Chaque sauvetage constitue un choix délibéré de défendre l'humanité et le droit maritime dans un contexte où l'on a laissé les décès en mer devenir routiniers. Car la tragédie qui se déroule en Méditerranée n'a rien d'accidentel ou d'inévitable. C'est l'aboutissement prévisible de décisions politiques qui ont remplacé l'assistance par la dissuasion.

Ces dix dernières années, SOS MEDITERRANEE a constaté **l'érosion systématique du devoir de sauvetage**. Les opérations de recherche et de sauvetage dirigées par les États ont été démantelées, l'assistance proactive retirée, la coordination vidée de sa substance. Les alertes de détresse restent souvent sans réponse, les sauvetages subissent régulièrement des retards ou des obstructions, et les personnes rescapées sont laissées à la dérive. Cette situation ne traduit pas un manque de capacité, mais un manque de volonté politique.

Dans le même temps, **la délégation de la coordination de la recherche et du sauvetage à la Libye**, malgré des preuves accablantes de détention arbitraire, de violence généralisée, de torture, de travail forcé et d'exploitation, a institutionnalisé les retours forcés pour en faire un outil de contrôle des migrations. Par leur soutien financier et technique, les gouvernements européens ont permis l'avènement d'un système dans lequel les personnes secourues en mer sont remises en danger, au mépris non dissimulé du droit maritime international et des droits humains. Chaque interception qui conduit les personnes en Libye renforce la complicité de l'Europe dans un cycle d'abus.

À mesure que les États se retiraient des opérations de recherche et de sauvetage, les organisations civiles ont pris le relais. Au fil des années, la coopération en

mer a cédé la place à la confrontation. Les obstacles administratifs, les détentions de navires, les refus de débarquements et l'attribution systématique de ports éloignés se sont mués en outils pour réduire la présence de témoins indépendants et d'une capacité de sauvetage en Méditerranée centrale.

Pour SOS MEDITERRANEE, ces politiques ont engendré un coût considérable. **Ces dix dernières années, nous avons perdu 591 jours opérationnels, soit plus d'un an et sept mois pendant lesquels nos navires auraient pu sauver des vies. Pourtant, le coût humain de ces politiques est bien plus élevé.** Depuis 2014, plus de 26 000 personnes ont péri ou disparu rien qu'en Méditerranée centrale. C'est le reflet d'un système qui décourage les traversées au lieu de prioriser la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Le droit maritime international est clair : les États ont le devoir de porter assistance aux personnes en détresse, de coordonner leur sauvetage et d'assurer leur prompt débarquement dans un lieu sûr. Il existe des moyens de faire respecter ces obligations. Ce qui manque, c'est la décision de placer la vie humaine au centre des choix politiques.

Dix ans après la création de notre association, nous continuons à exhorter l'Union européenne et les États côtiers à :

- réinstaurer des opérations de recherche et de sauvetage proactives et dirigées par les États en Méditerranée centrale ;
- cesser de déléguer leurs responsabilités de sauvetage à des pays tiers non sûrs ;
- protéger l'espace humanitaire en mer et mettre fin à l'obstruction aux opérations de recherche et de sauvetage menées par les ONG ;
- faire preuve de transparence et de responsabilité au sujet des refus de sauvetage et des violations en mer.

Dix ans plus tard, nous sommes toujours là, car nous refusons d'accepter un espace maritime dans lequel la perte de vies humaines est tolérée, la responsabilité éludée et le silence imposé.

Toujours là pour secourir les personnes en détresse en mer et les débarquer dans un lieu sûr ;

Toujours là pour faire respecter les valeurs universelles d'humanité et pour protéger la dignité des personnes rescapées ;

Toujours là, refusant de détourner le regard de ce qui se passe en mer, pour témoigner des violations du droit maritime et des droits humains.

Face à l'acceptable, nous sommes toujours là. Aidez-nous à défendre l'humanité en mer.

10  ANS
**SOS
MEDITERRANEE
TOUJOURS
LÀ !**

www.sosmediterranee.fr
#10AnsToujoursLà